

38^{ème} congrès de l'Union Départementale des syndicats Force Ouvrière de Seine et Marne

Bois-le-Roi le 11 octobre 2024

Résolution générale

Le 38^{ème} congrès de l'UD-FO 77 se tient quelques jours après la déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre, Michel Barnier. Celui-ci, ancien commissaire européen, se situe totalement en accord avec la feuille de route de l'Union européenne : un plan d'austérité de 60 milliards d'euros. « La situation est très grave » a-t-il déclaré, « il faut dire la vérité aux Français ». Sur ces 60 milliards, 40 milliards devront être ponctionnés sur les dépenses de l'Etat et de la Sécurité Sociale.

Le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, lui aussi ancien commissaire européen a indiqué les deux pistes où les économies devaient être faites : dans les dépenses sociales et les dépenses de l'Etat. C'est-à-dire la Sécurité Sociale, l'Assurance chômage, l'hospitalisation publique, l'école et l'ensemble des services publics.

Les premières annonces montrent que le gouvernement s'attaque frontalement aux salariés et aux retraités :

- Le report de la hausse des pensions du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet permettrait plus 3 milliards d'euros d'économie volés aux retraités,
- La Cour des Comptes préconise la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires territoriaux,
- 15 milliards d'économies doivent être réalisés sur le dos de la Sécurité sociale,
- La prise en charge du prix de la visite médicale par l'Assurance maladie passerait de 70 à 60% entraînant une économie de plus de 2 milliards d'euros volés aux assurés.
- Le durcissement de l'indemnisation des congés maladie.
- La suppression de 50 millions d'euros dans le fonds de compensation versé par l'Etat à La Poste.
- 500 suppressions d'emploi sont annoncées à France Travail.

D'autres informations commencent à circuler :

- Un rapport commandé par l'ancien gouvernement préconise au prétexte d'une baisse démographique de fermer en France de 1000 à 2000 écoles.
- On apprend que le budget de fonctionnement des hôpitaux baisserait de 44%.
- Pour pallier le manque d'effectifs dans les écoles et les hôpitaux, Mr Barnier propose de faire appel à des retraités.
- Il est annoncé que le nombre de jours de carence pour les fonctionnaires en cas de maladie serait augmenté et l'indemnisation passerait de 100% à 80%.
- Le gouvernement réfléchirait à modifier les règles du remboursement des affections de longue durée en supprimant le remboursement de certains médicaments...
- Des membres de la majorité gouvernementale se prononcent pour que les salaires dont le SMIC soient fixés région par région.
- L'indemnisation des jours de congé maladie serait revue à la baisse.

Rappelons par ailleurs qu'il n'est pas question de toucher aux 100 milliards d'euros de dividendes versés par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires à la grande satisfaction du MEDEF.

Le 38^{ème} congrès de l'UD-FO 77 partage l'appréciation de la Confédération quand elle déclare dans la résolution du dernier CCN : « *A l'occasion des élections législatives, les électeurs ont très nettement indiqué leur rejet des politiques menées par le gouvernement sortant. FO s'opposera à toute politique d'austérité* ».

La Seine et Marne est frappée de plein fouet

Les hôpitaux du département sont asphyxiés

Sur le seul Groupement Hospitalier de l'Est Francilien, 162 postes sont vacants : 71 d'infirmières, 25 d'aides-soignantes, 23 de psychologues, 43 pour d'autres corps de métier (orthophonistes, psychomotriciens, neuropsychologues, assistantes sociales...). La psychiatrie est particulièrement touchée. Sans compter les postes qu'il faudrait créer pour améliorer les conditions de travail des personnels et la prise en charge des patients...

Des services sont fermés comme le service de soins infirmiers à domicile de l'hôpital de Brie-Comte-Robert dont les missions sont maintenant confiées... au privé !

La Seine et Marne, un désert médical

Le département est classé au 98^{ème} rang en France pour son nombre de médecins généralistes par habitants : 5,7 pour 10 000 habitants contre 14,7 pour la moyenne nationale ! Même le pis-aller des cabines de téléconsultation s'effondre. La société H4D qui gérait les 10 cabines implantées dans 10 communes de département vient d'être déclarée en faillite. Toutes les consultations prévues sont annulées.

Sécurité Sociale : la pénurie de personnel

A la Caisse primaire d'assurance maladie ce sont 100 postes qui sont supprimés par la nouvelle COG votée par le conseil d'administration de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

A la Caisse d'allocations familiales ce sont 20 postes qui ne sont pas pourvus.

Derrière ces chiffres ce sont des milliers d'assurés sociaux qui sont pénalisés malgré le dévouement du personnel.

Ecoles : 243 classes ont été fermées dans les écoles primaires et maternelles en cette rentrée.

Alors que des centaines de postes de professeurs des écoles, d'AESH (pour les élèves atteints de handicap) supplémentaires sont nécessaires pour que les enfants travaillent dans de bonnes conditions, le gouvernement en a généreusement attribué 36... pour un département de plus de 500 communes.

La Poste : la désertification aussi

169 bureaux de Poste ont été supprimés en 9 ans (de 334 à 165) !

Les 50 millions d'euros de coupes budgétaires annoncées vont aggraver la situation avec de nouvelles fermetures d'agences et de bureaux. Un drame dans un département rural comme le Seine et Marne. Chaque année de 50 à 90 tournées de facteurs disparaissent dégradant les conditions de travail des personnels et la qualité du service rendu aux usagers.

France Travail : une dangereuse dégradation

La pénurie de personnel crée une situation dramatique pour les agents, les demandeurs d'emploi et les entreprises employeuses utilisant les services de France Travail pour recruter.

Le retard dans le traitement des dossiers et la multiplication des erreurs dues à leur traitement par l'intelligence artificielle repoussent d'autant le versement des allocations à des chômeurs qui n'ont que cela pour vivre. Les incivilités récurrentes, les agressions verbales et même physiques contre les agents comme à l'antenne de Dammarie les Lys se multiplient. Les agents sont excédés, les congés maladie sont en forte hausse. La situation va empirer avec la suppression annoncée de 500 postes nationalement.

L'emploi : de grandes inquiétudes

Dans la grande distribution comme à Carrefour, à Conforama... on assiste à une chute des effectifs de 20 à 30% et à un passage de plus en plus important en location gérance. Le même constat peut être fait pour le Bâtiment comme chez Hanny. Tous les moyens sont bons pour déguiser les licenciements : ruptures conventionnelles, ruptures conventionnelles collectives, non- respect des préconisations de la médecine du travail comme à La Poste, à France Travail, dans le Bâtiment...

Pour l'UD-FO 77 et ses syndicats, l'heure est à l'action revendicative.

Plus que jamais la défense des revendications

Au plan d'austérité du gouvernement, **l'UD-FO 77 oppose ses revendications :**

- Augmentation générale des salaires, points d'indice, pensions et minima sociaux. Augmentation du point d'indice dans la Fonction publique à la hauteur des 28,5% de pertes subies depuis 2000. Remise en place de l'échelle mobile des salaires.
- Abrogation de la réforme des retraites. Retour aux 60 ans et aux 37,5 annuités. Rétablissement des régimes spéciaux qui ont été supprimés.
- Non à la précarité. Un vrai travail, un vrai salaire. Le CDI doit redevenir la norme
- Services publics. Le dogme de la réduction des dépenses publiques doit être abandonné. Non aux suppressions de postes. Ouverture de tous les postes nécessaires à leur bon fonctionnement.
- Maintien du statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers.
- Chômage : abrogation de toutes les mesures qui restreignent le droit des demandeurs d'emploi : durée et montant des indemnisations, conditions pour l'ouverture des droits.
- Protection sociale : Retour au financement de la Sécurité sociale par le salaire différé. Suppression des exonérations, réintégration de leurs 73,6 milliards d'euros dans le budget de la Sécurité Sociale. Maintien du remboursement à 100% des ALD (affections de longue durée) dont la liste doit être maintenue. Suppression des jours de carence pour les salariés du privé. Pour les agents de la Fonction publique suppression des jours de carence et maintien des indemnisations des jours de congé maladie à leur niveau actuel.
- Tous les enfants doivent être égaux devant l'instruction : abrogation des textes instaurant le « choc des savoirs » et les « groupes de besoin » en collège qui trient les enfants en fonction de leur niveau scolaire. Suppression du SNU.

Plus que jamais la paix

Pour l'UD-FO 77, les centaines de milliards dépensés pour l'armement dans la loi de programmation militaire seraient plus utiles pour les hôpitaux, les écoles, les services publics. C'est pourquoi avec le CCN de la Confédération elle réaffirme :

« sa solidarité à l'égard des populations, des travailleurs et de leurs syndicats partout ou des conflits existent et affirme son soutien à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui militent pour un retour à la paix ».

L'UD-FO 77 avec sa Confédération et la Confédération Syndicale Internationale (CSI) **« se prononce en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza, en Ukraine et partout dans le monde ».**

Plus que jamais l'indépendance syndicale

Dans la situation difficile que nous traversons, les tentatives de remise en cause des fondements du syndicalisme et de son indépendance, se multiplient : tentatives de transformer le syndicat en regroupement politico-sociétal ou en essayant de le mettre à la remorque de partis politiques.

Pour que le syndicat continue à jouer son rôle de défense intransigeante des revendications ouvrières et à être le porte-parole des intérêts matériels et moraux des salariés, le respect de la Charte d'Amiens est plus que jamais à l'ordre du jour : l'indépendance vis-à-vis du patronat, des gouvernements, des partis ou groupements politiques, des religions et groupes philosophiques

L'UD-FO 77 reprend à son compte le vieux mot d'ordre de la Confédération à sa création : « FO un syndicat, pas un parti ».

Plus que jamais le développement de Force Ouvrière

Le 38^{ème} congrès de l'Union départementale des syndicats Force Ouvrière de Seine et Marne appelle tous ses syndicats à tout mettre en œuvre pour assurer le renforcement de la CGT-FO.

Il s'agit de mettre toutes nos forces pour assurer la progression de Force Ouvrière dans les élections professionnelles qui vont se succéder dans les semaines qui viennent, en particulier dans les TPE, les chambres d'agriculture, chez les salariés des particuliers employeurs. La plupart de nos syndiqués connaissent des salariés de TPE parmi leur famille, leurs proches, leurs voisins (assistantes maternelles, salariés du commerce – boulangerie, coiffure, restauration rapide... - et de l'artisanat). Si chacun de nos syndiqués convainc un salarié de TPE à voter FO, notre progression sera assurée.

Il s'agit de tout mettre en œuvre pour développer la syndicalisation en multipliant les adhésions dans nos syndicats et sections syndicales et créer de nouvelles implantations.

L'UD-FO 77 s'inscrit pleinement dans les décisions du dernier CCN : *« Pour obtenir satisfaction sur notre cahier de revendications, en particulier l'abrogation de la réforme des retraites et l'augmentation des salaires, le CCN décide d'engager une campagne de mobilisation (assemblée de syndiqués, réunions publiques et meeting locaux, distributions de tracts, collages, etc.) avec organisation d'un meeting à caractère national à Paris avant le débat à l'Assemblée nationale ».*

En conséquence, elle appelle tous ses syndicats et sections syndicales, tous ses militants et adhérents à assurer le succès du meeting national de la Confédération du 26 octobre 2024 à la salle de la Mutualité rue Saint Victor à PARIS.

Adoptée à l'unanimité